

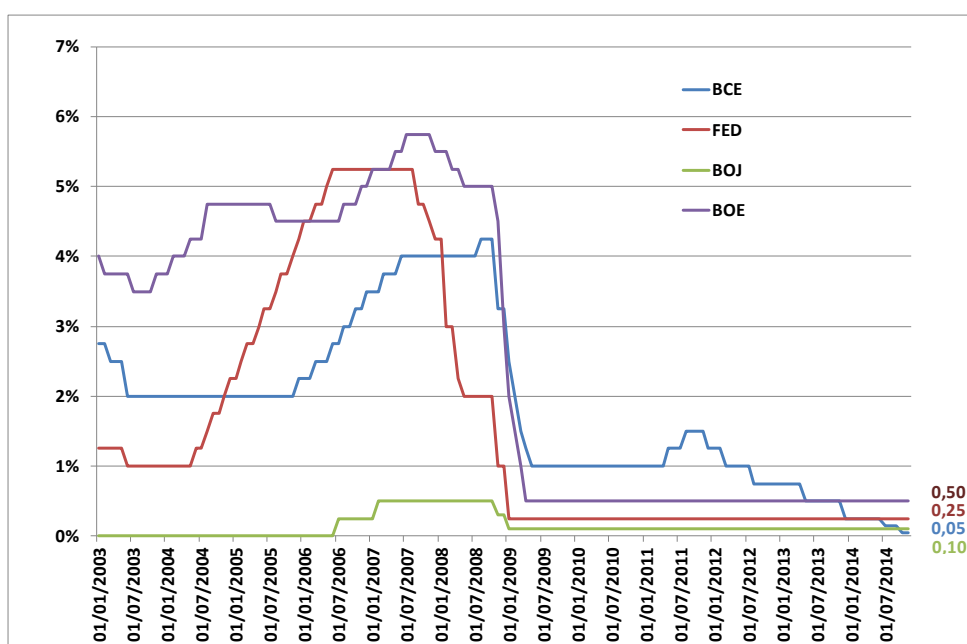
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

BCE : Taux inchangés et mise en place d'outils non conventionnels

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 4 décembre 2014, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse: « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire (...), nous avons décidé de laisser ces taux inchangés. S'agissant de nos mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé à acheter des obligations sécurisées et des titres adossés à des actifs (asset-backed securities). Ces programmes dureront au moins deux ans. La semaine prochaine, nous allons conduire la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée, qui sera suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Prises dans leur ensemble, nos mesures auront une incidence notable sur notre bilan, qui est destiné à se rapprocher des dimensions qu'il affichait début 2012. (...) Le Conseil des gouverneurs réévaluera en début d'année prochaine le degré d'assouplissement monétaire accompli, l'expansion du bilan et les perspectives d'évolution des prix. Nous évaluerons également l'incidence plus large des évolutions récentes des cours du pétrole sur la tendance à moyen terme de l'inflation dans la zone euro. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : la hausse du chômage continue

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'est établi à 3 460 900 en France métropolitaine fin octobre 2014. Ce nombre augmente par rapport à la fin septembre 2014 (+0,8 %, soit +28 400). Sur un an, il croît de 5,5 %.

Europe : Stabilité du chômage en ZE18 et en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en octobre 2014, stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9 % d'octobre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,0 % en octobre 2014, également stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,7% d'octobre 2013. Eurostat estime qu'en octobre 2014, 24,413 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,395 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2014, le nombre de chômeurs a augmenté de 42 000 dans l'UE28 et de 60 000 dans la zone euro. Comparé à octobre 2013, le chômage a baissé de 1,549 million de personnes dans l'UE28 et de 547 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne (4,9 %) ainsi qu'en Autriche (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (25,9 % en août 2014) et en Espagne (24,0 %).

Inflation

France : baisse de l'IPC en novembre

En novembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,2 % après une stabilité le mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il diminue de 0,1 %. Sur un an, l'IPC augmente de 0,3 %, en repli par rapport à octobre (+0,5 %). Hors tabac, l'IPC croît également de 0,3 % sur un an.

Inflation en baisse en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,3 % en novembre 2014, en baisse par rapport au mois d'octobre, où il était de 0,4 %. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,1 %, contre 1,2 % en octobre), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,5 %, stable par rapport à octobre), des biens industriels hors énergie (0,0 %, contre -0,1 % en octobre) et de l'énergie (-2,5 % contre -2,0 % en octobre).

OCDE

Rapport sur la corruption

L'organisation a analysé 427 affaires survenues depuis 15 ans et constate que « la plupart des corrupteurs et des corrompus viennent des pays riches ». L'Allemagne et la Corée du Sud arrivent respectivement en deuxième et troisième position. Par ailleurs, 53 % des cas de corruptions impliquent des cadres d'entreprise.

Rapport de l'OCDE sur la corruption transnationale:

http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocde/governance/rapport-de-l-ocde-sur-la-corruption-transnationale_9789264226623-fr#page1

Augmentation de la pression fiscale dans les pays de l'OCDE

Pour la quatrième année consécutive, la pression fiscale dans les pays de l'OCDE s'est accrue en 2013 pour atteindre, en moyenne, 34,1 % du PIB. La TVA représentait en 2012 près de 20 % des recettes totales. Le taux normal de TVA a atteint un niveau moyen record de 19,1 % en janvier 2014, contre 17,6 % en janvier 2009. L'Europe est au-dessus de la moyenne avec un taux normal de 21,7 %. Pour l'OCDE, il est préférable d'avoir un taux normal de TVA peu élevé avec une assiette large, et éviter de recourir à des taux réduits sur certains produits. L'organisation préconise la suppression des taux réduits qui bénéficient davantage aux plus riches.

<http://www.oecd.org/fr/presse/les-recettes-fiscales-rebondissent-apres-la-crise-mais-les-structures-fiscales-des-pays-different-fortement-selon-locde.htm>

2 – Actualité régionale

Chine : changement de politique monétaire

Le 21 novembre 2014, la Banque populaire de Chine (PBoC) a abaissé son taux directeur de 40 points de base à 5,6 %, pour la première fois depuis le 6 juillet 2012. Le taux des dépôts à un an a été lui abaissé de 25 points de base à 2,75 %, a ajouté la PBoC.

Japon : récession plus importante que prévu

Le PIB japonais recule de 1,9 % au 3^{ème} trimestre 2014 en rythme annualisé, après -6,7 % au 2^{ème} trimestre et +5,8 % au premier trimestre. Le Japon replonge ainsi en récession technique (deux trimestres consécutifs en baisse). La variation des stocks (les entreprises ont déstocké l'équivalent de 0,5 % du PIB) soustrait 2,6 pts de croissance sur le trimestre, reflétant la faiblesse de la demande interne. En effet, la consommation des ménages n'a rebondi que de +1,5 %, après s'être effondrée de 18,8% au 2^{ème} trimestre. Seuls la dépense publique et le commerce extérieur ont contribué positivement à la croissance, respectivement à hauteur de 0,5 pt et de 0,3 pt.

Australie : ralentissement de l'économie

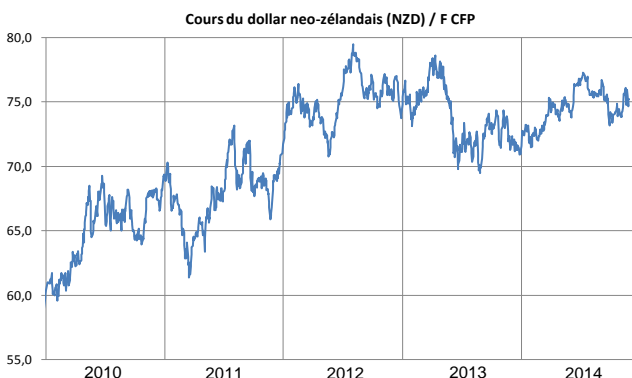
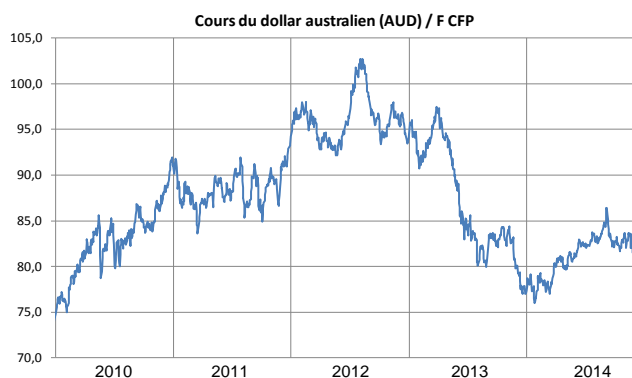
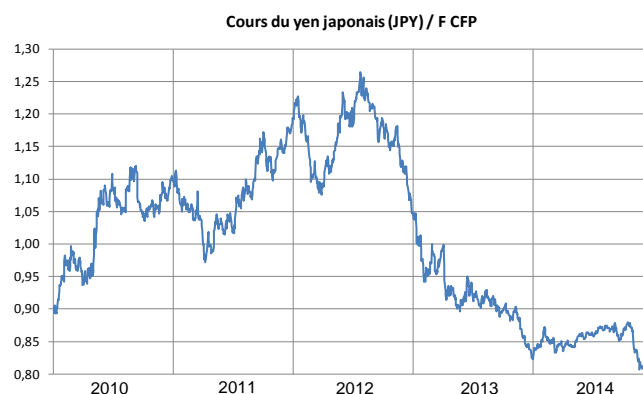
La croissance économique australienne a ralenti au 3^{ème} trimestre 2014 en volume (+0,3 % CVS, contre +0,5 % au trimestre précédent). Toutefois, sur un an, le PIB australien est en hausse de 2,7 %. Sur le trimestre, la consommation progresse de 0,6 %, tandis que l'investissement recule de 2,7 %. Le taux de chômage est stable au mois de novembre par rapport à octobre, à 6,3 %, mais se dégrade sur un an (+0,5 point).

Lors de sa réunion du 3 décembre 2014, la banque centrale australienne (RBA) a reconduit à +2,5 % son taux directeur principal, inchangé depuis le 7 août 2013.

Nouvelle-Zélande : accélération de la croissance

Le PIB néo-zélandais a augmenté de 1,0 % au troisième trimestre, contre 0,7 % au trimestre précédent. La croissance a été tirée par les industries primaires, qui ont augmenté de 5,8 %, soit la plus forte croissance dans les industries primaires depuis 15 ans. La production de lait est en hausse, mais aussi l'exploration pétrolière et l'extraction de pétrole et de gaz.

Depuis le 30 octobre, la banque centrale de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a elle aussi décidé de laisser inchangé son taux directeur principal, à 3,5 %, dans un contexte de faible inflation au troisième trimestre (+0,3 % par rapport au trimestre précédent et +1,0 % en glissement annuel).



3 – Brèves économiques locales

Réforme fiscale

La mise en place d'un nouvel impôt, la Contribution Calédonienne de Solidarité (CCS), a été votée au Congrès le 15 décembre 2014, et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Son objectif est de pérenniser le financement des régimes sociaux actuellement déficitaire. La CCS concernera les revenus d'activité, mais aussi ceux de remplacement, de solidarité, d'épargne, de placement, ainsi que les produits des valeurs mobilières et des jeux. Le taux d'imposition sera de 1 % pour les revenus du travail, de remplacement et de solidarité et de 2 % pour les autres revenus et produits. Une augmentation de l'impôt sur les dividendes des sociétés a également été votée, son taux passant de 10 % à 11,5 %.

Dissolution du Gouvernement

Le mardi 16 décembre 2014, les trois membres de la liste Calédonie Ensemble présents au Gouvernement - Thierry Cornaille, Philippe Germain et André-Jean Léopold – ont démissionné de leurs postes. Selon la loi organique, la démission de l'ensemble des membres issus d'une même liste étant un motif de dissolution, le Gouvernement actuel de Cynthia Ligeard est donc démissionnaire de plein droit. Un nouveau gouvernement devrait être élu dans les 15 jours, soit d'ici le 31 décembre 2014.

Nouvel accord sur les tarifs bancaires

Lundi 15 décembre 2014, un nouvel accord a été signé entre les banques de Nouvelle-Calédonie et le Haut-commissaire visant à baisser les tarifs bancaires en Nouvelle-Calédonie, avec pour objectif à horizon 2017 de réduire de 50 % l'écart moyen constaté fin 2013 entre les tarifs calédoniens et métropolitains sur certains services. Selon ce nouvel accord, les dispositions conclues devraient permettre de diminuer de 28 % l'écart tarifaire en 2015.

Commercialisation de la 4G en février 2015 et projet de Banque Postale Calédonienne

L'Office des Postes et télécommunications (OPT) a annoncé le 2 décembre, lors de son dernier conseil d'administration, le lancement officiel des offres commerciales de la 4G dès le 16 février 2015. Par ailleurs, le projet de création de la Banque Postale Calédonienne a également été confirmé.

Développement des exportations

Pour soutenir les industries manufacturières du territoire dans leurs démarches de recherche de nouveaux marchés, la Fédération des Industries de Nouvelle-Calédonie (FINC) et la compagnie aérienne Aircalin ont signé le 20 novembre 2014 une convention de partenariat. Les adhérents de la FINC bénéficieront par conséquent de tarifs négociés et avantageux sur le fret aérien. Des remises de l'ordre de -20 à -70% pourront être appliquées sur les principales destinations desservies par la compagnie aérienne. En outre, des grilles tarifaires personnalisées pourront être mises en place à partir des minimas négociés pour l'ensemble des adhérents de la FINC.

Résultats des élections de la CCI

Comme tous les cinq ans, les entrepreneurs étaient appelés à élire leurs représentants. Les résultats des élections à la Chambre du commerce et de l'industrie (CCI) ont été communiqués vendredi 12 décembre. La nouvelle présidente est Madame Jennifer Seagoe, après deux mandats de Monsieur André Desplat. L'assemblée de la CCI compte 31 sièges à pourvoir : 11 dans l'industrie, 9 dans le commerce et 11 pour les services.

Nouveau Directeur à l'OPT

Sous la présidence de Cynthia LIGEARD, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, réuni mardi 2 décembre, a approuvé la nomination de Monsieur Serge Newland au poste de Directeur Général de l'Office des Postes et Télécommunications de Nouvelle-Calédonie (OPT-NC) pour un mandat d'une durée de 5 ans. Il succède à Monsieur Jacques Perrotin.

Publications de l'IEOM

L'Institut a publié les études suivantes :

- La note presse NE n°144 – Tendances conjoncturelles – 3^e trimestre 2014
- Infos financières – Suivi des crédits aux entreprises en Nouvelle-Calédonie au 30 septembre 2014
- Infos financières – Évolutions monétaires de Nouvelle-Calédonie au 30 septembre 2014
- Infos financières – Coût du crédit et production de crédit en Nouvelle-Calédonie au 3^{ème} trimestre 2014
- Tableau de bord CEROM - Nouvelle-Calédonie - Décembre 2014

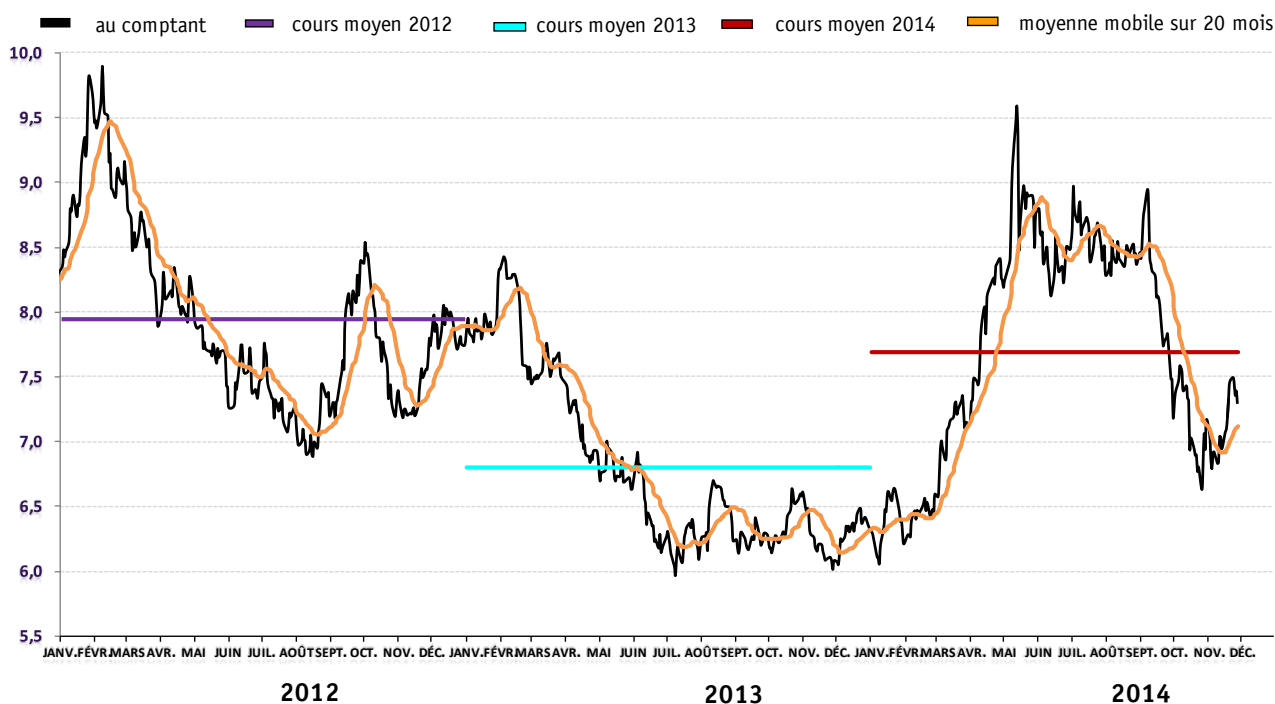
4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		nov.-14	105,45	0,1%	0,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		sept.-14	7 049	7,4%	15,1%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	oct.-14	13 477	-9,8%	44,9%
	cumulées	oct.-14	115 691	-	22,9%
Importations	mensuelles	oct.-14	30 297	15,3%	32,4%
	cumulées	oct.-14	246 390	-	3,6%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		nov.-14	7,12	-0,4%	14,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		nov.-14	681	1,2%	23,8%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	oct.-14	676	54,6%	90,4%
	cumulées	oct.-14	4 285	-	28,7%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferro-nickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	oct.-14	6 113	-24,9%	10,8%
	cumulées	oct.-14	61 922	-	6,7%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	sept.-14	10 761	19,5%	6,2%
	cumulés	sept.-14	73 086	-	-3,5%
• Nuitées	mensuels	juil.-14	44 825	8,6%	-13,8%
	cumulés	juil.-14	311 789	-	-8,4%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-14	54,2%	+ 2,8 pt	- 4,9 pts
• Croisiéristes (p)		sept.-14	272 169	-	5,4%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21 (p)		nov.-14	101,40	0,0%	-0,1%
• IRL (p)		nov.-14	119,92	0,0%	0,1%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	oct.-14	84	125,1%	ns*
	cumulées	oct.-14	927	-	9,9%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	oct.-14	132	163,6%	ns*
	cumulées	oct.-14	1 391	-	9,0%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	oct.-14	180	-27,1%	-61,9%
	cumulées	oct.-14	5 159	-	-4,1%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

* Il n'y a pas eu d'exportations de crevettes au mois d'octobre 2013

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-12	nov.-13	nov.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	16 307	16 195	16 422	-0,7%	1,4%
Dépôts à vue	244 757	269 330	299 864	-0,7%	11,3%
Total M1	261 064	285 525	316 286	9,4%	10,8%
M2-M1	103 968	108 949	114 268	4,8%	4,9%
Total M3	582 168	596 467	605 221	2,5%	1,5%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-12	sept.-13	sept.-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	455 321	455 772	438 017	0,1%	-3,9%
Ménages	400 097	407 821	416 736	1,9%	2,2%
Collectivités locales	53 919	67 920	84 976	26,0%	25,1%
Autres agents	14 525	17 054	14 546	17,4%	-14,7%
Total encours sain	923 862	948 567	954 275	2,7%	0,6%
Créances douteuses brutes	19 340	21 174	29 210	9,5%	38,0%
Total encours brut	943 202	969 740	983 486	2,8%	1,4%

Interdits bancaires

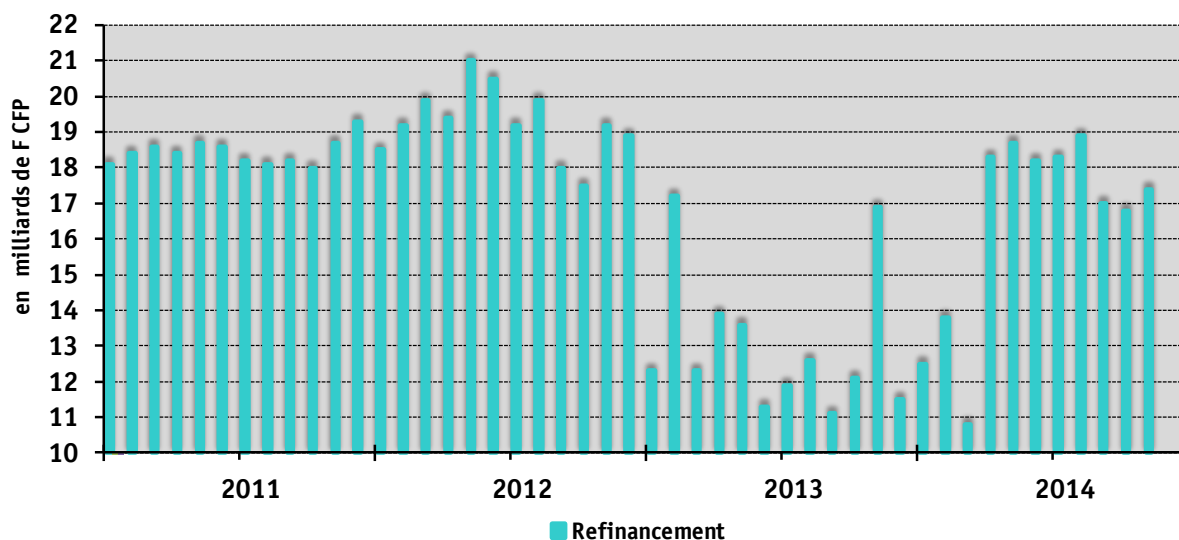
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	nov.-14	7 790	0,0%	0,1%
	dont personnes physiques	nov.-14	6 894	-0,2%	-0,3%
	dont personnes morales	nov.-14	896	1,9%	2,9%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	nov.-14	17 254	0,5%	7,8%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	nov.-14	5 290	1,6%	4,9%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	nov.-14	17,4	3,2%	2,9%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var.
Indice des prix à la consommation	nov	104,7	105,5	0,7%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	55 680	57 662	3,6%
dont entreprises sans salarié	sept	48 994	51 058	4,2%
créations d'entreprises (p)	sept	2 778	2 638	-5,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 399	2 433	1,4%
liquidations judiciaires	sept	85	63	-25,9%
redressements judiciaires	sept	52	46	-11,5%
personnes morales en interdiction bancaire	nov	871	896	2,9%
Ventes de ciment (tonnes)	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes)	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	23 271	25 905	11,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	nov	4 829	7 447	54,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov	3 334	2 967	-11,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	90 770	91 757	1,1%
dont secteur privé	sept	65 268	65 773	0,8%
dont secteur public	sept	25 502	25 984	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	sept	6 122	7 049	15,1%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	sept	6 456	7 295	13,0%
chômeurs indemnisés	sept	2 044	2 430	18,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	oct	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire	nov	6 913	6 894	-0,3%
décisions retraits cartes bancaires	nov	2 824	2 771	-1,9%
incidents paiements sur chèques	nov	33 639	26 132	-22,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	5 381	5 159	-4,1%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	nov	13 786	13 778	-0,1%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	24 856	25 059	0,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 517	12 416	-0,8%
Echanges				
nombre de touristes	sept	75 746	73 086	-3,5%
nombre de croisiéristes	sept	258 296	272 169	5,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	juil	54,9%	54,9%	0,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	nov	6,86	7,69	12,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	nov	6,22	7,12	14,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	3 329	4 285	28,7%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	oct	13 481	854	-93,7%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	55 391	61 922	11,8%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	68 423	87 826	28,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	852	927	8,8%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 277	1 391	9,0%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	83 181	90 071	8,3%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	88,3%	77,9%	-10,5 pts
total des importations (M FCFP)	oct	237 794	246 390	3,6%
total des exportations (M FCFP)	oct	94 154	115 691	22,9%
taux de couverture	oct	39,59%	46,95%	7,4 pts
recettes douanières (M FCFP)	nov	44 408	44 798	0,9%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	nov	269 330	299 864	11,3%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	nov	285 525	316 286	10,8%
M2 (M1 + Compte épargne logement + Comptes sur livret)	nov	394 474	430 554	9,1%
Dépôts à termes	nov	201 954	174 667	-13,5%
M3 (M2 + Dépôts à termes)	nov	596 467	605 221	1,5%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	nov	3 699	4 107	11,0%
coût du crédit aux entreprises- court terme	sept	4,38%	3,88%	-0,5 pts
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	sept	4,37%	3,97%	-0,4 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	sept	3,68%	3,47%	-0,2 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	sept	7,46%	6,60%	-0,9 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	sept	969 740	983 486	1,4%
Ménages	sept	407 821	416 736	2,2%
dont crédits à la consommation	sept	74 420	73 656	-1,0%
dont crédits à l'habitat	sept	327 098	337 144	3,1%
Entreprises	sept	455 772	438 017	-3,9%
dont crédits d'exploitation	sept	80 184	73 131	-8,8%
dont crédits d'investissement	sept	241 766	233 120	-3,6%
dont crédits à la construction	sept	117 250	117 441	0,2%
Collectivités locales	sept	67 920	84 976	25,1%
dont d'investissement	sept	65 403	82 811	26,6%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	17 054	14 546	-14,7%
créances douteuses brutes	sept	21 174	29 210	38,0%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,2%	3,0%	0,8 pt
ensemble des actifs financiers	sept	712 111	711 157	-0,1%
Ménages	sept	366 069	386 109	5,5%
Sociétés	sept	229 326	219 247	-4,4%
Autres agents	sept	116 717	105 801	-9,4%
dont assurances-vie	sept	104 234	111 213	6,7%

(p) : données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2014	0,15%	2,90%
taux de la facilité de prêt marginal	01/07/2014	0,40%	
taux de l'escompte de chèques	01/07/2014	0,40%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		
	28/11/2014	31/10/2014	Var. M-1	taux	date d'effet	
EONIA	0,1280%	0,0820%	+ 0,046 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,0200%	0,0100%	+ 0,010 pt			
EURIBOR 3 mois	0,0820%	0,0860%	- 0,004 pt			
EURIBOR 6 mois	0,1800%	0,1890%	- 0,009 pt			
EURIBOR 12 mois	0,3310%	0,3400%	- 0,009 pt			

taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal		
	nov.-14	oct.-14	Var. M-1	taux	JORF	
TMO	1,3800%	1,4800%	- 0,100 pt	année 2014	0,04%	06/02/2014
TME	1,1800%	1,2800%	- 0,100 pt	année 2013	0,04%	01/03/2013

Définitions
 EONIA: Euro OverNight Index Average
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

devise	USD			JPY			GBP		
	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014
taux JJ	0,170%	0,170%	0,170%	0,047%	0,043%	0,044%	0,425%	0,480%	0,500%
3 mois	0,205%	0,270%	0,280%	0,106%	0,114%	0,116%	0,600%	0,600%	0,610%
10 ans emprunts phares	2,200%	2,340%	2,490%	0,420%	0,460%	0,520%	1,920%	2,240%	2,430%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
Prêts-relais	5,19%	Découverts en compte	13,39%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,28%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,59%	Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,47%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	95,5954	1 NZD/XPF	75,1507	1 HKD/XPF	12,3269	1 GBP/XPF	150,0462	
100 JPY/XPF	80,7988	1 AUD/XPF	81,4718	1 SGD/XPF	73,3537	100 VUV/XPF	96,7965	1 FJD/XPF	48,8524